



<http://www.lecodef.org>

Parlons-nous le même langage ?



La question semble légitime tant les actes de Madame Buzyn ne correspondent pas aux déclarations qu'elle a faites ces dernières semaines. En particulier sur l'affirmation que l'hôpital ne peut être géré comme une entreprise commerciale. Et c'est pourtant au nom de la rentabilité qu'elle valide explicitement la fermeture de la chirurgie de notre Centre Hospitalier. Elle ira aussi jusqu'à dire que de Paris elle ne voit pas les difficultés locales alors que nous l'alertons depuis des mois sur notre situation.

Nous avons donc jugé bon de revenir entre autre sur ces contradictions dans la dernière lettre que nous avons envoyée, début de semaine, au Premier Ministre :

« Monsieur le Premier Ministre,

Le Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté vient de rejeter à l'unanimité toutes tendances confondues le Plan Régional de Santé en présence de Monsieur le Directeur de l'ARS. Les Maires du département de Saône et Loire qui ont déjà été amenés à donner leur avis ont fait de même et la globalité va sans doute suivre tant il est vrai que ce département est particulièrement touché par les restructurations en cours ou envisagées.

C'est le cas pour le Centre Hospitalier de Montceau les Mines qui, dans un rayon d'accès de trente minutes, concerne une population de 105 000 habitants répartis dans 62 communes. Depuis 2015 il est la cible du Copermo qui n'a cessé d'imposer des plans d'économies pour finalement, exiger la fermeture de la chirurgie.

Contre la volonté de toutes les forces vives de la population, contre l'avis des médecins, des organisations syndicales représentatives des personnels, des représentants des usagers, l'ARS de Bourgogne Franche Comté a décidé de mettre en œuvre la fermeture d'un service de chirurgie qui assume en moyenne 6000 actes par an et 24.000 passages aux urgences.

Face à ce démantèlement et à la catastrophe sanitaire et sociale qui en découlera :

- *Le Conseil de Surveillance a refusé de siéger le jeudi 12 avril et exiger le maintien de l'activité chirurgicale,*
- *La Commission Médicale d'Etablissement, les organisations syndicales représentatives des personnels ont fait de même,*
- *Le Collectif de Défense des Usagers des Hôpitaux soutenus par 52 maires dit NON à ce schéma destructeur depuis des mois. Huit lettres recommandées ont été envoyées à Madame Buzyn qui n'a jamais répondu. Le Codef est aussi à l'origine de deux pétitions signées à ce jour par 4 391 personnes et de l'opération 4 000 cartes postales envoyées à Madame Buzyn.*

Comment interpréter ce refus de dialogue de la part de Madame Buzyn ? N'a-t-elle pas déclaré lors de sa récente visite à Nevers : " De Paris nous ne voyons pas les difficultés locales ni les initiatives. Mon devoir est d'entendre cette clameur qui dit les difficultés à avoir accès aux soins." Ces propos nous ont sidérés compte tenu de toutes les initiatives et démarches que nous avons faites auprès d'elle. Et qui sont restées sans suite. Nous avons le sentiment d'être méprisés. Face à la mobilisation qui s'amplifie et la catastrophe sanitaire et sociale qui s'annonce, le Codef et tous les acteurs cités plus haut vous demandent de renoncer à fermer ce service de chirurgie indispensable pour l'accès aux soins de plus de 105 000 habitants.

Nous renouvelons notre espoir d'être entendu et de pouvoir donner une réponse positive lors de notre rassemblement populaire du samedi 21 Avril prochain.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos sentiments citoyens respectueux. »

Le 19 Avril 2018